

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 04/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SELE

Les Carrières de Barutel
30000 Nîmes

Références : 2024-04-166
Code AIOT : 0006600616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SELE implanté au lieu-dit Les Carrières de Barutel 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 01/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SELE
- Les Carrières de Barutel 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600616
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierres de taille calcaire destinées à la restauration des monuments nîmois (arènes, autres monuments romains, églises). Cette activité est sous-traitée et est réalisée par campagnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le bénéficiaire de l'autorisation environnementale (article 1.1 AP n°18-126N du 1/10/2018),
- la liste des installations concernées par une rubrique ICPE (article 1.3.1 AP n°18-126N du 1/10/2018),
- la consistance des installations classées (article 1.3.3 AP n°18-126N du 1/10/2018),
- les garanties financières (article 1.5 AP n°18-126N du 1/10/2018),
- les équipements abandonnés (article 1.6.3 AP n°18-126N du 1/10/2018),
- les voies et aires de circulation (articles 2.1.1.6 et 3.1.2 AP précité),
- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 2.1.2.2 AP précité),
- les repères de nivellement et de bornage (article 2.1.2.3 AP précité),
- le rapport annuel (article 2.6.2 AP précité),
- l'origine des approvisionnements en eau (article 4.1.1 AP précité),
- la protection de la flore et de la faune (article 8 AP précité),

- le stockage des déchets d'extraction inertes (article 11.5 AM du 22/09/1994 modifié),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Repères de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.6.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.1	Sans objet
2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.3.1	Sans objet
3	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.3.3	Sans objet
4	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.5	Sans objet
5	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.6.3	Sans objet
6	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.1.6	Sans objet
10	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 4.1.1	Sans objet
11	Protection de la flore et de la faune	Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 8	Sans objet
12	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de souligner le bon entretien du site.

L'inspection a constaté quelques manquements, majoritairement documentaires, quant au respect des prescriptions réglementaires contrôlées. Toutefois, ces manquements n'engagent pas la sécurité du site et dont le retour à la conformité peut être rapide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation environnementale
Prescription contrôlée : La société SELE, dont le siège social est situé 65 rue Octave Camplan 30000 Nîmes, (idem adresse administrative) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le présent arrêté et le cas échéant, de ses annexes techniques, à exploiter : - une carrière de roche calcaire (pierre de taille), sur le territoire de la commune de Nîmes au lieu dit "Les Carrières de Barutel".
Constats : La société SELE est le titulaire de l'autorisation environnementale n° 18-126N du 1/10/2018 d'exploiter une carrière de roche calcaire au lieu-dit Les Carrières de Barutel sur le territoire de la commune de Nîmes. Les travaux d'extraction sont réalisés par campagne et sous-traités à la société CARRIERES SAVIANE FRERES (Aignay-le-Duc 21510), spécialisée dans le secteur d'activité de l'extraction de pierres ornementales et de construction. Son siège social et l'adresse administrative (postale) est : 65 rue Octave Camplan - 30000 Nîmes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques : - <u>Rubrique 2510-1</u> "Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6" AUTORISATION Capacité de production maximale : 800 m ³ /an Périmètre autorisé : 19357 m ² Durée demandée : 30 ans - <u>Rubrique 2517</u> "Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques" NON CLASSABLE Capacité de stockage maximum : 300 m ²
Constats : Une seule installation relevant d'un classement ICPE est exploitée au lieu-dit Les Carrières de Barutel sur le territoire communal de Nîmes : une carrière à ciel ouvert de pierre de taille calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation. L'exploitant explique avoir réalisé sa plus importante campagne d'extraction avant 2019 ; 600 m ³ ont été extraits. L'inspection a ainsi pu vérifier le classement éventuel de la station de transit de produits minéraux bruts extraits, constatée sur le site. La superficie de l'aire de transit dédiée étant inférieure à 5 000 m ² , cette installation n'est pas classable au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- production moyenne annuelle : 500 m3,- production maximale annuelle : 800 m3,- gisement brut exploité : 18 965 m3 soit un tonnage brut de 43 619 tonnes,- périmètre d'exploitation : 3298 m2,- quantité de stérile dans le gisement : 1896 m3,- épaisseur d'extraction maximale : 7 m,- côte de fond d'extraction à 150 m NGF,- exploitation hors d'eau. <p>De plus, l'avancement de l'exploitation s'effectuera en six phases quinquennales décrites ci-dessous, comprenant, pour chaque phase :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'abattage des matériaux à la haveuse et au fil diamant ;- la reprise des matériaux abattus au moyen d'une pelle hydraulique ;- l'acheminement des matériaux à l'entreprise SELE par camion routier venant se charger directement sur la carrière. <p><u>Autres installations</u></p> <p>Une station de transit de matériaux extraits et traités non classée est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 300 m².</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description.</p> <p>La station de transit de produits minéraux bruts extraits, constatée sur le site, a une superficie très inférieure à 5 000 m², cette installation n'est donc pas classable au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant a attiré l'attention de l'inspection concernant la présence d'un bassin en eau historique, dans l'emprise de, mais bien antérieur à la présente autorisation environnementale au nord du site. L'inspection a pu vérifier que l'exploitation actuellement autorisée est réalisée hors d'eau.</p> <p>L'exploitant explique avoir réalisé sa plus importante campagne d'extraction avant 2019 ; 600 m3 ont été extraits.</p> <p>En 2022, 27 m3 ont été extraits. La prochaine campagne d'extraction est prévue courant 2024.</p> <p>L'inspection a pu vérifier in situ que l'épaisseur maximale d'extraction reste inférieure à 7m.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Montant des garanties financières**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.5**Thème(s) :** Situation administrative, Montant des garanties financières**Prescription contrôlée :**

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimums retenus pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

<u>Phase d'exploitation</u>	<u>Période</u>	<u>Montant en € TTC</u>
Phase quinquennale n° 1	0 - 5 ans	6 367
Phase quinquennale n° 2	5 - 10 ans	5 892
Phase quinquennale n° 3	10 - 15 ans	5 188
Phase quinquennale n° 4	15 - 20 ans	5 687
Phase quinquennale n° 5	20 - 25 ans	5 437
Phase quinquennale n° 6	25 - 30 ans	5 039

La valeur de l'indice TPO1 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 684,8 (indice calculé à partir de l'indice TP01 de juillet 2017 égal à 104,8 dans la nouvelle base des indices TP, en utilisant le coefficient de raccordement de l'INSEE = 6,5345).

.../...

Constats :

L'exploitant a depuis l'inspection fourni à l'inspection un acte de cautionnement BNP PARIBAS pour un montant de 7 354 € pour la période allant du 1/10/2023 au 30/09/2028 (acte daté du 10/01/2024).

Cet acte correspond à la phase quinquennale n°2. Son montant a été actualisé avec l'indice TP01 de septembre 2023, publié au JO du 16/11/2023, soit 130,8, le taux de TVA restant inchangé (20%).

Type de suites proposées : Sans suite**N° 5 : Equipements abandonnés****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 1.6.3**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipements abandonnés**Prescription contrôlée :**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats :

L'inspection n'a pas constaté d'équipements abandonnés lors de la visite du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Voies et aires de circulation
Prescription contrôlée : Les bâtiments et dépôts doivent être facilement accessibles par le Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.
Constats : L'inspection a pu constater : <ul style="list-style-type: none">- qu'à l'exception d'un petit local fermé à clé, sis à l'entrée du site, il n'y a aucun autre bâtiment, ni dépôt ;- que les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont bien délimitées, propres et dégagées de tout objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :

L'inspection a pu vérifier :

- que l'accès à la voie publique (RN 106) est aménagé afin de limiter les risques ;
- la présence d'un panneau, à l'entrée du site, au niveau de la voie d'accès à la carrière, sur lequel sont précisés son identité, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux ;
- durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé ;
- qu'en dehors des campagnes d'extraction et des heures ouvrées, l'accès à la carrière est interdit aux tiers par un portail avec cadenas ;
- quelques panneaux d'information sont positionnés au niveau des clôtures.

Concernant les autres accès au site (hors accès principal), ils sont rendus impossible soit par une végétation dense présente en périphérie et sur le site, soit par une clôture sur laquelle sont positionnés quelques panneaux "DANGER CARRIERE". A l'ouest du site, le long de la piste existante, les dangers et l'interdiction d'accès doivent être mieux signalés par renforcement des panneaux au niveau des clôtures ; des panneaux "ACCES INTERDIT" pourraient être utilement mis en complément des autres panneaux.

Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater la présence de blocs rocheux doublés de barrières de sécurité. Toutefois, même s'il ne s'agit pas d'une zone d'extraction dans le cadre de la présente autorisation environnementale, au niveau du bassin historique sis in situ, l'exploitant s'est engagé à positionner des blocs rocheux et/ou un dispositif équivalent prévenant tout risque de chute.

En conséquence, le panneauage doit être renforcé, en alternant notamment panneaux dangers et interdiction d'accès.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Repères de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Repères de nivellement et de bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Bien que les repères de bornage et de nivellement aient été installés dès la mise en exploitation de cette carrière, certaines bornes sont partiellement enfouies dans la végétation parfois dense et non pas pu être retrouvées. De plus, l'exploitant n'a pas pu fournir un plan de bornage à l'inspection. L'exploitant s'est engagé à procéder à la recherche des repères de nivellement et de bornage et à faire refaire le plan adhoc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 2.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé.) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Aucun rapport de synthèse n'est établi. L'exploitant a néanmoins fourni à l'inspection l'audit de vérification de la conformité au présent arrêté, réalisé par le BE arca2e en 2022. L'exploitant s'est engagé à tenir à la disposition de l'inspection le rapport annuel au titre de l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Il n'y a pas de réseau d'alimentation en eau potable sur le site.

Le personnel est alimenté en eau potable par des bouteilles d'eaux minérales.

Le personnel du site a accès à des sanitaires en conformité avec les règlements sanitaires.

Constats :

La découpe de blocs étant réalisée par haveuse, cette méthode ne nécessite aucun besoin en eau.

L'exploitant confirme qu'il distribue au personnel en charge des campagnes d'extraction (sous-traitance) des bouteilles d'eau potable.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2018, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la flore et de la faune

Prescription contrôlée :

Article 8.1. MESURES D'ÉVITEMENT

Les secteurs évités représentent 1,36 ha et concernent des secteurs à enjeux pour :

- certaines espèces faunistiques protégées et/ou patrimoniales ;
- certains habitats d'intérêt communautaire et représentant des habitats d'espèces.

Ces secteurs évités sont matérialisés avec la mise en place de panneaux indicatifs et/ou de clôtures.

Les habitats d'espèces et les espèces concernées par l'évitement sont présentés dans le tableau suivant :

<u>Habitats d'espèces</u>	<u>Évitement</u>	<u>Espèces concernées</u>
Mare temporaire (CB : 22.441)	Total	Triton palmé,
grenouille rieuse		
Pinède à Pin d'Alep (CB : 42.84)	Partiel	Chiroptère, avifaune

Les cartes jointes illustrent les secteurs évités et la localisation des espèces à enjeux sur les secteurs évités.

Article 8.2. MESURES DE RÉDUCTION

Les mesures de réduction décrites dans les fiches ci-dessous sont mises en œuvre :

- R1 : Calendrier environnemental : .../...
- R2 : Décapage de la terre végétale : .../...
- R3 : Principe de précaution pour la tortue de Floride : .../...
- R4 : Arrachage de la Canne de Provence : .../....

Constats :

L'inspection a vérifié que / qu' :

- les mesures d'évitement soient bien effectives et en conformité avec les cartes présentes dans l'autorisation environnementale,
- le calendrier environnemental est respecté ; par exemple, la dernière campagne de travaux en 2022 a été réalisée du 31/10 au 05/11/2022, ce qui a permis d'éviter la période la plus sensible pour la faune et la flore (R1),
- aucun décapage de terre végétale, les terres de découverte ayant été décapées lors des précédentes autorisations et mise de côté pour la réhabilitation (R2),
- aux dires de l'exploitant, la tortue de Floride, observée au niveau du bassin au nord-est du site dans le cadre des inventaires faune, n'a pas pu être prélevée et n'a pas été observée par les écologues (R3),
- afin de lutter contre la prolifération des espèces invasives, en particulier des cannes de Provence, l'exploitant les arrache puis les laisse sur un carreau d'exploitation. L'exploitant évoque ses difficultés d'élimination de cette espèce invasive ; en 2022, lors d'une campagne d'arrachage, une benne à végétaux a été mise sur site mais son évacuation en déchetterie a été refusée. Quant au brûlage préconisé dans l'arrêté préfectoral, cette pratique étant interdite, il ne l'a pas mise en œuvre. L'exploitant a néanmoins pris l'attache du SDIS30 (caserne nîmoise) qui lui a recommandé de les laisser sécher sur un carreau d'exploitation. Néanmoins, l'exploitant a constaté une prolifération des cannes de Provence sur ledit carreau. Il apparaît que les préconisations de cette mesure de réduction R4 semblent inadaptées bien qu'il convienne de lutter contre leur prolifération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :

- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;
- à la récupération et au traitement des lixiviats ;
- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes (terres de découverte, stériles d'exploitation tels que chutes de découpe de blocs et fines de haveuse) sont gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines.

Il convient de préciser que les fines de haveuse représentent une quantité marginale (de l'ordre d'1 m3) et sont stockées in situ puisqu'elles seront utilisées dans le cadre de la réhabilitation du site.

L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, daté d'octobre 2018. Ce plan comprend les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection un plan topographique daté du 27/07/2017, établi à une échelle adaptée. L'exploitant s'est engagé à actualiser ce plan en y reportant l'ensemble des informations réglementaires (limites du périmètre ICPE autorisé ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, bords de la fouille, côtes d'altitude des points significatifs, zones remises en état, bornes, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection son plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, daté d'octobre 2018. Néanmoins, un tel plan doit être révisé a minima tous les 5 ans.

L'exploitant s'est engagé à actualiser ce plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, comprenant l'ensemble des éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois